

'MISSION D'APPUI 2020' Water Support Programme pour le Benin / Coopération en Eau et Assainissement Pays-Bas

Rapport de mission



TABLE DES MATIERES

0.	3
1. INTRODUCTION	3
2. RESULTATS DE LA MISSION EN RELATION AVEC LE PLAN D'ACTIVITES	4
3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	5
4. ACTIONS	9
4.1. Sensibilisation des acteurs aux Pays-Bas sur le secteur d'eau au Bénin	9
4.2. Relations avec l'Ambassade et échange sur la coopération durable entre les pays	10
4.3. Intégration des expertises néerlandaises dans le domaine de l'eau	10
4.4. Des relations de partenariats durables et mutuellement profitables sont graduellement suscitées et établies	10
4.5. Résumé des actions du conseiller eau – (jusqu'à fin juin)	11

1. INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités Eau au Bénin et du programme Water OS 4, un conseiller principal a été engagé pour accompagner l'Ambassade et notamment le cluster Eau. Chaque année une mission du conseiller principal est prévue pour échanger avec les acteurs du secteur d'eau au Bénin et l'équipe du cluster Eau de l'Ambassade (EKN).

La mission 2020 s'est déroulée du 23 au 28 février 2020. Les objectifs retenus pour la mission étaient les suivants¹:

- Rétablir le contact avec les organisations béninoises actives dans le secteur de l'Eau (changement de KA et absence de mission en 2019)
- Conseiller l'EKN sur la plateforme de concertation technique (PCT) entre les acteurs de l'eau au Bénin et aux Pays-Bas ;
- S'orienter/Faire un scan des intérêts des acteurs néerlandais au Bénin ;
- Conseiller l'EKN sur la mise en œuvre des activités en cours ;
- Conseiller l'EKN sur les dossiers RVO en cours ou à venir.

Le programme détaillé de la mission, préparé par l'EKN est présenté en annexe 1. Les principaux résultats de la mission seront partagés avec les membres de la plateforme NWP-RVO pour le Bénin, au cours de la réunion prévue le 12 mars 2020 à La Haye.

Note à l'attention des lecteurs.

Ce rapport a été préparé en version provisoire le 9 mars 2020 sur la base de la mission faite en février. Ce rapport ne contient donc aucune référence à la crise Corona. Les premières mesures officielles du gouvernement béninois ont été prises ce jour-là.

¹ Voir le programme de la mission en 'Annexe 1.

2. RESULTATS DE LA MISSION EN RELATION AVEC LE PLAN D'ACTIVITES

La mission a contribué à la réalisation de certaines activités du plan annuel d'activités du conseiller principal, Caroline Figueres. Les observations sur les résultats prévus pour la mission en relation avec les activités du plan d'activités sont présentées dans le tableau suivant.

Activités plan annuel	Résultats mission 2020-03	Observations
1.3 Échange des connaissances entre les activités	Meilleure connaissance acquise des activités des autres clusters de l'Ambassade : Économie et secteur privé, Santé reproductive, sécurité alimentaire et nutrition Meilleure connaissance acquise des challenges du pays et des priorités.	Ces connaissances ont été collectées pour mieux servir les partenaires néerlandais et béninois. A court terme, finalisation du programme de la plateforme prévue le 12 mars, développement d'un programme commun pour la plateforme West Africa, Summerschool, etc)
1.4 Appui au suivi des programmes et projets en cours	Meilleure connaissance acquise des activités du programme dans le contexte socio-économique et politique du pays – Compréhension de ce qui peut être atteint dans les délais restants. Des conseils sont formulés pour contribuer à une mise en œuvre efficace du programme et l'atteinte de résultats durables.	Voir détails ci-dessous des rencontres avec les acteurs du programme OmiDelta, Acteurs Étatiques et non-Étatiques
1.5 Analyse du secteur Eau au Bénin	Partage de connaissances en relation à l'intégration des thématiques	Voir détails en annexe 2
2.2 Création des relations durables entre les acteurs au Bénin et aux Pays-Bas	Des contacts sont pris avec certaines organisations sectorielles et plateformes existantes afin de faciliter les relations entre acteurs au Bénin et aux Pays-Bas. Conseils initiaux pour la réactivation d'une plateforme consultative	Voir détails en annexe 3
3.2 Instruments de financement – RVO/DGIS	Les informations sur les évolutions et opportunités de financement des instruments RVO sont partagés avec l'Ambassade et le secteur	Projets RVO
3.3 Analyse et discussion stratégique avec l'Ambassade	Meilleure connaissance des activités d'autres bailleurs de fonds (Banque Mondiale, GIZ, etc) - Suggestions relatives aux thèmes à aborder	Banque Mondiale (WACA et Villes Résilientes)
4.1 Préparation d'une mission d'échange pour l'expert eau de l'Ambassade	Meilleure connaissance des besoins de l'équipe du Bénin pour préparer le Summer school.	Besoins transmis à l'équipe en charge du programme (NWP/RVO/DGIS)

3. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Sur base du programme de la mission et des différentes réunions, les constats et recommandations suivantes sont formulés.

Constats général program OmiDelta	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> Le Fonds Acteurs Etatiques du programme OmiDelta a pris beaucoup de retard d'exécution, impossible à rattraper dans la période de mise en œuvre du programme. La situation institutionnelle auprès de la DGEau et la structuration des organes de la GIRE n'est toujours pas clarifiée et compte-tenu des jeux de pouvoir, on pense que cela ne changera pas avant la fin du programme. Le comité de pilotage du Fonds Acteurs Etatiques (février 2020) a eu des discussions sérieuses relatives à une réallocation de fonds du projet de la GIRE vers AEPHA – Les conséquences de la réallocation de ces fonds a des conséquences sur le programme GIRE, à court et à long terme. 	<p>Suivre régulièrement les activités du programme, de manière critique pour atteindre les résultats prévus avant fin juin 2021.</p> <p>Considérer si la mise en œuvre du Fonds Acteurs Etatiques doit bénéficier en 2021 d'une rallonge de temps (et financement complémentaire) pour permettre une finalisation de certaines activités (installation des forages et systèmes AEP retardée à cause des réformes gouvernementales, conditions climatiques, préparation du plan Delta, etc) et ou revoir le niveau d'attente (résultats réalistes).</p> <p>EKN : accorder ou non ces changements en fonction du bien-fondé des propositions faites et en tenant compte des risques financiers.</p>

Constats rendez-vous à l'ambassade	Recommandations / Suite
<p>Cluster Eau :</p> <p>Le départ prévu de Michiel Smet et son non-remplacement (1 fte) va provoquer une énorme perte d'expertise et de mémoire institutionnelle au sein de l'Ambassade</p> <p>Sigrid Meyer a pris sa position en février 2020 comme conseiller technique Sécurité Alimentaire (1 fte). Le portefeuille Eau de Michiel devrait passer sous sa responsabilité (allocation en fte inconnue)</p> <p>L'expert en eau national, Mr. Aimé Sedegan, connaît bien le terrain et les acteurs au Bénin, mais pas encore bien les acteurs aux Pays-Bas. Le contrat d'Aimé se termine en septembre 2020. Des discussions sont en cours en particulier en ce qui concerne la future répartition des tâches entre lui et Sigrid.</p>	<p>Cluster Eau</p> <p>Organiser un séjour aux Pays-Bas en juin 2020 (summer school), pour Aimé combiné avec les journées de retraite des conseillers Eau et Sécurité Alimentaire de IGG.</p> <p>Discuter les rôles et responsabilités entre Sigrid et Aimé, dans la perspective des activités à réaliser au moins pour finaliser le programme OmiDelta et pour assurer le suivi des nouvelles activités type RVO/D2B et DGIS central (Partnerships).</p> <p>Prendre une décision par rapport au renouvellement du contrat d'Aimé.</p> <p>Dans le cadre du programme OS4, considérer l'utilisation d'une partie du budget restant du KA pour assurer une veille/appui à l'équipe du Bénin en particulier durant Q4 2020. (45 jours sont disponibles pour la période Q1+Q2 2021 – une partie de ces jours pourrait être réallouée à Q4-2020, si nécessaire.</p>

Constats rendez-vous à l'ambassade	Recommandations / Suite
<p>Autres clusters :</p> <p>Claire volonté d'accroître encore plus la coopération entre les différents clusters.</p> <p>Importance reconnue d'améliorer la coopération et la synergie entre les programmes et projets financés par les Pays-Bas (fonds centralisés de DGIS et RVO).</p> <p>Le thème de l'Agriculture Intelligente face au Climat (Climat Smart Agriculture) se prête à l'intégration des activités Sécurité Alimentaire, Eau (productive)/Gestion des ressources en eau et Changements Climatiques (et éventuellement digitalisation). Sans Eau pas de production agricole sur le court et le long terme.</p> <p>En ce qui concerne le thème de la Nutrition et Santé, une bonne AEPHA contribue à l'obtention de résultats et impact.</p> <p>Le cluster relatif au développement du secteur privé/économie n'est pas limité aux autres clusters. Cela pourrait bien offrir des opportunités pour l'Eau (pour les projets RVO voir rubrique séparée.)</p>	<p>Autres clusters :</p> <p>Faire une cartographie des sites d'intervention des différents programmes de EKN (régions/communes) pour voir si des synergies basées sur la localisation est possible (interventions des différents clusters dans les mêmes communes et/ou intervention des programmes sur fond central (DGIS/RVO) et décentralisés (Ambassade). En particulier les programmes Power of Voices peuvent offrir des opportunités.</p> <p>Explorer la possibilité de développer des projets/programmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ avec intégration des thèmes : Agriculture Intelligente face au Climat/ Nutrition-AEPHA-Santé (dans le contexte des priorités Genre/Emploi des jeunes/ changements climatiques et digitalisation) ○ de type régional, par exemple dans le Nord du Bénin en coopération avec le Niger et le Burkina Faso pour stabiliser la zone frontière, mieux connaître les effets des changements climatiques et limiter les migrations (économiques et ou climatiques).

Constats rendez-vous AT Cowi/HKDHV	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • L'AEP a au Benin une dimension extrêmement politique (élection présidentielle Q2-2021), • L'Assainissement et la GIRE ne sont pas au même niveau de priorités du Gouvernement du Bénin et deviennent peu à peu le parent pauvre du Fonds Acteurs Etatiques du programme OmiDelta. • AT fait son travail mais n'est pas là pour remplacer les acteurs étatiques : elle fait l'expérience d'une frustration certaine • Les discussions menées au cours du dernier comité de pilotage du programme OmiDelta Fonds Acteurs Etatiques montrent que l'équilibre fragile qui existait dans le programme OmiDelta (composante acteurs étatiques) entre dimension GIRE et AEPHA est sur le point d'être rompu par une réallocation de budget GIRE à l'AEPHA. 	<ul style="list-style-type: none"> • Compte-tenu des montants considérés (+/- 1,5 milliards de FCFA), vérifier que les arguments avancés pour faire des réallocations budgétaires (de GIRE vers AEPHA) sont étayés par des faits (documents) avant de fournir un avis de non-objection ou un accord. • Analyser les risques de non-utilisation de ce budget par l'AEPHA alors que la diminution du budget GIRE qui résulte d'une telle réallocation risque sérieusement d'empêcher la bonne réalisation du Plan Delta ou même le fonctionnement du Système d'Alerte précoce (SAP). • Au cours de sa dernière mission Jan Spit (Ex-KA Eau) avait suggéré d'analyser les projets principaux par l'Assistance Technique et d'identifier les possibilités d'y intégrer les expertises néerlandaises.

Constats rendez-vous AT Cowi/HKDHV	Recommandations
	Organisations néerlandaises qui ont exprimé leur intérêt sont : IHE-Delft, Sunny Side, Deltares, Akvo, etc. Le dialogue entre l'assistance technique et l'ambassade peut signaler davantage cette opportunité.

Constats rendez-vous ANAEP-MR	Recommandations / Suite
<p>ANAEP-MR : 166 systèmes sont en chantier.</p> <ul style="list-style-type: none"> ANAEPMR va introduire un système d'affermage au Benin avec 3 zones (appel d'offres) - 4 groupements ont été présélectionnés pour répondre à cet AO qui devrait être lancé en mars 2020. ANAEPMR a demandé une réallocation budgétaire au sein de OmiDelta qui pourrait lui permettre de réaliser 3 systèmes AEP multi villages (SAEPMV), et des travaux supplémentaires dans des SAEPMV dans le nord du Bénin. Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) chargée des études d'impact est surchargée. Pour cela l'ANAEPMR a signé une convention qui permet le financement des capacités supplémentaires auprès de l'ABE. 	<ul style="list-style-type: none"> Suivre de près les procédures de passation des marchés et la réalisation des travaux. Le non-suivi des procédures peut amener à des risques fiduciaires non négligeables Suggérer à Eijkkelkamp de prendre contact avec les entreprises pré-sélectionnées pour assurer l'affermage dans leur zone d'intervention et de voir s'il est possible d'établir une coopération pour ne pas perdre l'acquis de leur projet

Constats rendez-vous SNV Guichet non-étatique	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> Pas de RDV spécifique avec la SNV sur leur coordination 	<ul style="list-style-type: none">

Constats - SONEB AEPHA	Recommandations / Suite
<p>La SONEB réalise son plan de travail selon le planning accordé</p> <p>Le projet de scission de la SONEB en deux entités (de patrimoine et de gestion) (ne) sera pas mis en œuvre.</p> <p>La SONEB : les travaux pour Adjara et Bassila vont coûter plus cher que prévu. Il a été décidé de ne poursuivre les travaux que pour un des sites. Pour l'autre la SONEB souhaite une réallocation des fonds au sein de OmiDelta.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Suivre de près les procédures de passation des marchés et la réalisation des travaux. Le non-suivi des procédures peut amener à des risques fiduciaires non négligeables Explorer avec les entreprises distributrices d'eau des Pays-Bas s'il y a un intérêt à inclure le Bénin dans le programme Xwork (Waternet, VEI). Explorer avec la SONEB ses besoins (financement, renforcement des capacités, autre)

Constats - SONEB AEPHA	Recommandations / Suite
<p>SONEB a fait une demande de financement d'infrastructure AEP pour 6 centres secondaires – D2B/DRIVE</p> <p>SONEB a peu d'activités en terme de traitement des eaux usées urbaines</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Explorer avec RVO la possibilité de financement pour la SONEB pour les centres secondaires : revoir les modalités

Constats rendez-vous HAB - ANCB	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> • La réunion regroupait les différents acteurs : DNSP, Protos, UNICEF, Helvetas, Oxfam, ANCB • Ces acteurs ont constaté qu'il était difficile d'avoir des données fiables sur la situation HAB au niveau des communes, en particulier la DNSP n'avait pas de service Suivi/Évaluation. (Nouvel organigramme devrait y remédier) • UNICEF a l'intention de collecter et analyser des données dans le cadre du budget restant WCARO : sans données pas de financement possible. • Les solutions de type Sani marché sont plutôt viables dans les zones semi-urbaines. Les zones rurales restent un problème • La police sanitaire est un problème car la législation date. • Les programmes ATPC ont des résultats variables, dépendant des communes 	<ul style="list-style-type: none"> • Il semble que le programme UNICEF-WCARO (financé par DGIS/IGG) ne financera plus le Bénin. Il est recommandé de faire du lobby pour que cela reste possible, dans un contexte où il est difficile de travailler dans les pays du Sahel dits prioritaires (Mali, Niger, Burkina Faso) • Faciliter les acteurs qui souhaitent obtenir des données de manière à permettre de chercher d'autres sources de financement • Faciliter les acteurs tels que l'ANCB dans le rôle de plaidoyer auprès des Ministères (Eau, Cadre de Vie, Santé) • Faire du plaidoyer auprès d'autres bailleurs de fonds • Faire du lobby pour que des programmes néerlandais sur financement central puissent intervenir au Bénin dans le secteur HAB • Faciliter les acteurs de terrain qui souhaitent mutualiser leurs ressources • Explorer la possibilité d'inclure les activités relatives à HAB dans les programmes des autres clusters de l'Ambassade (développement du secteur privé, santé, sécurité alimentaire et nutrition).

Constats rendez-vous DGEau - GIRE	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> • Cette rencontre n'a pas eu lieu 	

Constats rendez-vous INE	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> • Présentation faite de l'avancement des activités. • Discussion relative aux activités à venir : Programme de géophysique, Système d'Alerte Précoce, Développement des scénarios et du Plan Delta. • Discussion relative à la réallocation des fonds de la GIRE vers AEPHA • Les procédures administratives sont jugées trop lourdes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre les développements relatifs à la réallocation des fonds pour être sûr que cela est fait de manière transparente et bien fondée. • Contrôler que dans le cas d'une réallocation financière une revue des activités/résultats et impact soit faite pour accorder les attentes aux budgets investis • Pour le développement des scénarios et du Plan Delta, s'assurer que la procédure est

Constats rendez-vous INE	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> La procédure intégrée EES - Plan Delta ne se développe pas de manière synchronisée 	bien inclusive et participative (en utilisant le processus EES) (Rôle de l'ABE)

Constats visite de terrain SNV - GIRE	Recommandations / Suite
<ul style="list-style-type: none"> Les projets de GIRE (OmiDelta Fonds ANE) avancent bien. La visite de terrain a été effectuée pour voir les réalisations du projet d'appui sur les sites de Sèdje-Dénou et Sodji) Les activités de CREDI ont été visités qui sont financés par le programme Shared Resources Joint Solutions de IUCN-WWF (Partenariat Stratégique avec DGIS) 	<ul style="list-style-type: none"> Suivre l'avancement des activités résultats de ces actions car leur succès contribuera à un impact certain à l'ensemble de programme OmiDelta. Promouvoir les actions de partage des connaissances par SNV, pour les activités du Fond ANE-GIRE et AEPHA Faire du lobby pour que des programmes néerlandais sur financement central puissent intervenir au Bénin dans le secteur GIRE

4. ACTIONS

4.1. Sensibilisation des acteurs aux Pays-Bas sur le secteur d'eau au Bénin

Tout au long de la mission, des rencontres et observations ont été faites qui seront utilisées pour informer le secteur de l'Eau aux Pays-Bas. De manière générale, il apparaît que les informations envoyées au secteur néerlandais sur les développements au Bénin ne sont pas à jour, en partie dû au fait qu'il n'y a pas eu de conseiller technique pendant Q1, Q2 et Q3 2019, ni de réunion de la plateforme en 2019. La prochaine réunion aura lieu le 12 Mars 2020. Au vu du changement de la stratégie néerlandaise au Bénin par rapport au secteur de l'eau, l'objectif majeur est de renforcer les liens, créer des opportunités et favoriser les relations durables entre les deux secteurs. Dans les prochains mois, les actions suivantes peuvent être effectuées aux Pays-Bas :

- a. Country update
Document qui reprend les diverses infos intéressantes pour le secteur et un retour sur la mission. Ce document sera préparé sur la base de ce rapport et du rapport de la plateforme Benin.
- b. Réunion plateforme NWP/RVO Sahel /Afrique de l'Ouest
En coopération avec les conseillers stratégiques pour le Mali et pour le Ghana, nous souhaitons attirer l'attention sur la région et favoriser l'échange sur les activités entre les différents pays. Cela cadre bien avec la nouvelle politique du Ministère des Affaires Étrangères et l'ambition de l'Ambassade à Cotonou concernant l'échange des connaissances entre les activités. Il s'agira d'une session qui soit utile au secteur et qui serve également à identifier de nouveaux projets, de nouvelles collaborations ou opportunités commerciales. L'idée est de se focaliser sur des discussions en petits groupes. Une proposition sera discutée avec l'ambassade. Cette réunion aura probablement lieu pendant la retraite IGG des conseillers eau et sécurité alimentaire et le summer school du programme OS4. Programme en cours de développement. Sera partagé et discuté avec l'Ambassade.

- c. L'Ambassade est invitée à communiquer régulièrement sur les développements au Bénin liés à l'eau (progrès sur les PAG, appel d'offres, update sur les projets OmiDelta...) afin d'avoir une information à jour pour le secteur néerlandais. Cela peut se faire par le biais du KA et de NWP : transmettre les annonces d'appel d'offres intéressants publiés nationalement, annoncer les réunions sectorielles à venir, partager les rapports non-confidentiels du gouvernement, etc
- d. Les informations (de type non confidentiel) seront postées de manière régulière sur le site : <https://rsr.akvo.org/en/project/8407/update/28843/>. Cette approche a été choisie car il n'est de poster des informations en français sur les sites du NWP et de RVO.

4.2. Relations avec l'Ambassade et échange sur la coopération durable entre les pays

La Summerschool est prévue en juin 2020 (12-13/6 et 15-16-17/6) Aimé Sedegan a une connaissance pointue du contexte local et pourra se familiariser davantage avec le secteur néerlandais au cours de la retraite IGG et la summer school. Le programme sera discuté ultérieurement. Mais il est prévu un programme spécifique pour le Bénin et le Mali les samedi 13/6 et mardi 16/6). Les 3 autres journées seront communes à l'ensemble des conseillers.

Action CFI/Ambassade

4.3. Intégration des expertises néerlandaises dans le domaine de l'eau

Il s'agit d'un objectif clair pour l'ambassade et il est important de pouvoir établir le contact durable entre les deux pays. La semaine de mission a permis de mieux comprendre l'organisation du réseau local et les acteurs prioritaires au Bénin. En ce sens, quelques constats sont faits :

- Le programme OmiDelta offre certaines possibilités pour intégrer les expertises néerlandaises. Cependant, le nombre d'acteurs néerlandais dans les projets sélectionnés est limité. N.B : ce n'était pas un objectif en tant que tel du programme ;
- La SNV souhaite favoriser le partage d'expérience entre les projets et les organisations. Cet aspect est jugé positif et porteur pour des relations intégrées et durables. Cet aspect n'a pas été discuté spécifique pendant la mission.
- Les documents relatifs au projet D2B autour du lac Nokoué sont en cours de finalisation. Les Termes de références de l'Étude devraient être publiés Q2 2020. Ce projet devrait permettre la promotion d'une coopération à long terme entre le secteur de l'eau néerlandais et le secteur de l'eau béninois. Si des entreprises non-néerlandaises remportent les offres (ce qui ne peut être évité) ou si le secteur néerlandais ne participe pas à l'appel d'offres (comme à Parakou), cet objectif de renforcement de la coopération bilatérale serait malheureusement perdu. Dès que disponible. Cette opportunité sera partagée afin de promouvoir la participation du secteur néerlandais de l'eau.

4.4. Des relations de partenariats durables et mutuellement profitables sont graduellement suscitées et établies

La semaine de mission a été l'occasion d'évaluer les partenariats entre acteurs au Bénin et aux Pays-Bas. Au terme de la mission, il apparaît qu'il n'y a pas vraiment de structure coordinatrice du secteur béninois pour l'eau et la cohésion gagnerait certainement à être renforcée. Un secteur structuré offrirait un point d'entrée pour lier avec le secteur néerlandais. Voir détails de l'analyse en annexe 3. Les conclusions de l'interaction avec le secteur de l'Eau néerlandais prévu le 12 mars seront inclus dans cette analyse.

4.5. Résumé des actions du conseiller eau – (jusqu'à fin juin)

Réunion de la plateforme Benin NWP/RVO	Caroline Figueres/Raül Glotzbach	12 mars 2020
Réunion de la plateforme NGO (NWP/RVO)	Caroline Figueres/Raül Glotzbach	13 mars 2020
Finaliser un état des lieux de l'organisation du réseau néerlandais et des réseaux locaux dans les pays du programme Water OS et proposition (annexe 3 de ce rapport)	Caroline Figueres	Avril 2020
Finaliser le rapport de mission pour le secteur néerlandais	Caroline Figueres après commentaire de l'Ambassade	25 mars 2020
Réalisation d'un country update	Raül Glotzbach sur la base du rapport de mission et réunion du 12 mars	20 mars 2020
Discussions avec RVO et Ambassade relatives à plusieurs initiatives – appui de préparation	Caroline Figueres	Avril 2020
Décision relative à la plateforme Eau	Avec Ambassade/RVO et NWP	Juin 2020
Organisation du summer school pour Benin/Mali (12-13/6 et 15-16-17/6)	Caroline Figueres/ Raül Glotzbach, en discussion avec l'ambassade et les conseillers des autres pays	Avril/mai 2020
Organisation de la réunion NWP-RVO Afrique de l'Ouest juin 2020	Caroline Figueres/ Raül Glotzbach, en discussion avec l'ambassade et les conseillers des autres pays	Avril/mai 2020
Revue des réalisations du conseiller Eau à mi-parcours et du plan de travail	Avec Ambassade/RVO et NWP	Fin juin 2020

En parallèle à ces actions, des réunions Skype seront prévues avec l'ambassade pour assurer un suivi.

Annexe 1 : Programme de la mission

Date	Debut	Fin	Lieu	Objet	Personnes impliquées	Intérêt
zo 23-02-2020	20:30	22:00	Cotonou	Arrivé (AF)	Caroline	
ma 24-02-2020	09:30	10:30	SdR rez-de-chaussée	Briefing - présentation des objectifs, résultats et planning	Caroline, Aimé, Michiel, Antonie, Marloes	Informier HOS et CTR sur la mission
ma 24-02-2020	10:30	12:00	SdR rez-de-chaussée	Cluster économie et secteur privé	Caroline, Aimé, Michiel, David	Opportunités économiques pour le secteur eau
ma 24-02-2020	12:00	13:00	SdR rez-de-chaussée	Cluster santé réproductive	Caroline, Aimé, Michiel, Mieke, Olivia	AEPHA et gestion hygiène menstruelle, genre, inclusion
ma 24-02-2020	13:00	14:00		Déjeuner		
ma 24-02-2020	15:00	16:00	SdR rez-de-chaussée	Cluster sécurité alimentaire et nutrition	Caroline, Aimé, Michiel, Clément, Sigrid	AEPHA et nutrition
ma 24-02-2020	16:00	18:00	SdR rez-de-chaussée	OmiDelta-AT	Caroline, Aimé, Michiel, Thierry, Marc	Déroulement programme OmiDelta et AT
di 25-02-2020	09:00	10:30	ANAEPMR	OmiDelta-AEP ANAEPMR et SONEB	Caroline, Aimé, Eloi, Déborah, Albant	Avancement programme d'investissement et gestion
di 25-02-2020	10:30	12:00	Ambassade	discussion d'engagement et plateforme	Caroline, Aimé, Michiel	
di 25-02-2020	13:00	14:00		Déjeuner		
di 25-02-2020	15:00	16:30	ANCB	HAB: DNSP, ANCB, Unicef, MCDI/GSF, Protos, Helvetas, SNV, Oxfam	Caroline, Aimé, Michiel	ATPC et programme HAB
di 25-02-2020	18:00	19:00	Association entrepreneurs	discussion plateforme		
wo 26-02-2020	09:00	11:00	DGEau	GIRE: DGEau, INE, ADELAC, SNV	Caroline, Aimé, Michiel,	annulé
wo 26-02-2020	12:30	14:00		Déjeuner avec Arnaud Zannou	Caroline, Aimé, Michiel,	Discuter l'avancement des projets et la requête de l'étude
wo 26-02-2020	15:00	16:30	INE, UAC	INE	Caroline, Aimé, Michiel,	
do 27-02-2020	07:30	17:30	Terrain	Visite projets GIRE SNV	Caroline, Aimé, Michiel, Ousmane, Apollinaire	voir avancement des projets
do 27-02-2020	18:30	20:30	Résidence TDW	Cocktail	PTF et Autorités secteur eau et assainissement	
vr 28-02-2020	11:00	12:30	SdR rez-de-chaussée	Debriefing	Caroline, Aimé, Michiel, Antonie, Marloes	
vr 28-02-2020	15:30	17:00	Banque Mondiale	Programme Cities Resilience et WACA	Caroline, Aimé	
vr 28-02-2020	18:00	19:00	Hotel	activités ABSN	Caroline	
vr 28-02-2020	19:00	20:30	Hotel	Reseau regional des Journalistes Eau et Assainissement/plateforme	Caroline	
vr 28-02-2020	21:30			Depart (AF)	Caroline	

Annexe 2 : Analyse du secteur Eau

Situation actuelle

Début 2019, le gouvernement néerlandais a annoncé la décision de stopper la coopération bilatérale entre le Bénin et les Pays-Bas, à partir de 2021, en relation avec le secteur Eau, ceci au grand regret du gouvernement béninois qui a mis *l'eau potable pour tous* comme un de ses priorités absolues. La coopération relative au secteur sécurité alimentaire sera quant à elle poursuivie.

AEP (Alimentation en Eau Potable)

La priorité du gouvernement est de fournir de l'eau potable à l'ensemble de la population dès 2021, c'est donc d'un besoin en investissement pour des infrastructures AEP dont le Bénin a besoin :

- Les budgets disponibles de la part du Gouvernement Néerlandais sont relativement faibles en proportion des besoins
- La politique NL est plutôt axée sur les mesures d'accompagnement que sur la réalisation d'infrastructure.

HA (Hygiène et Assainissement)

Le sous-secteur de l'Hygiène et Assainissement de Base (HAB) fait partie des activités du programme Omi-Delta. Ce sous-secteur n'est malheureusement pas la priorité du gouvernement béninois et se trouve confronté à un manque de moyens aigus.

GIRE (Gestion intégrée des ressources en Eau)

Le gouvernement néerlandais est un des rares bailleurs de fonds qui interviennent dans la gestion intégrée des ressources en eau. L'introduction de la GIRE au Bénin reste un défi et la situation hydrologique/hydraulique complexe du pays ne favorise pas la prise de conscience de son importance. La grande majorité de la population vit dans la zone côtière de climat humide (2 saisons des pluies) avec de fortes inondations. La population a donc l'impression qu'il y a trop d'eau (ce qui est vrai, mais ce n'est pas l'eau qu'ils boivent). Ces phénomènes masquent des problèmes plus graves de mauvaise qualité des eaux (pollution), de disponibilité en eaux souterraines limitée dans les zones de socle précambrien (la majeure partie du pays) ou d'aquifères côtiers peu profonds à faible débit, d'intrusion saline. La population et les responsables politiques n'ont pas conscience qu'il y a un problème d'eau de boisson : ils voient celle dont ils n'ont pas besoin et ne voient pas les problèmes de celle dont ils ont besoin !

CONCLUSIONS POUR LE SECTEUR EAU DES PAYS-BAS ET AU BENIN :

C1 – Maintenir les acquis et les investissements faits ces dernières années

Les années passées un certain nombre de projets et programmes ont été mis en œuvre sur financement neerlandais. Il serait regrettable que les investissements faits soient perdus. Même si les résultats du programme OmiDelta restent en-deçà des attentes (en partie à cause de problèmes de gouvernance), il n'en reste pas moins que ce programme est un bel exemple de mise en œuvre de la GIRE permettant la connexion des initiatives au niveau des communes (Volet Acteurs non Étatiques) aux plans stratégiques développés au niveau national (Acteurs Étatiques). La valorisation des connaissances acquises au cours de ce processus ouvre la voie du succès de la GIRE en Afrique de l'Ouest. Une conclusion similaire peut être tirée relativement à la valorisation des expériences en matière d'AEP et d'HAB. Les différents types d'acteurs (ONGs, Secteur privé, Instituts de recherche et gouvernements) devraient se mobiliser de manière coordonnée pour éviter cette destruction de capital. Les actions à entreprendre sont variées et peuvent s'organiser autour des points suivants.

C2 Utiliser une approche intégrée

Les acteurs du secteur de l'eau aux Pays-Bas et au Bénin ont intérêt à utiliser une approche intégrée type nexus : Eau-Sécurité Alimentaire-Résilience Climatique pour développer leurs activités, solutions et initiatives.

GIRE et Agriculture

L'eau et l'agriculture sont étroitement liées. Il faut de l'eau pour produire des aliments et les consommer (nutrition), mais l'agriculture reste très vulnérable face aux catastrophes comme les inondations, les sécheresses et les typhons. À l'inverse, les ressources en eau subissent les effets des activités du secteur agricole, premier consommateur d'eau dans le monde et source importante de pollution. Ainsi, produire des aliments de façon durable nécessite de bien gérer l'eau dans l'agriculture, et gérer l'eau de façon durable nécessite de tenir compte du rôle de l'agriculture.

WaSH – Nutrition – Santé

La relation entre eau potable, hygiène de base (HAB) et nutrition est souvent mal connue, car encore peu documentée. De l'eau non contaminée est essentielle pour préparer des repas de bonne valeur nutritionnelle qui seront effectivement assimilés par le corps humain. En Sierra Leone, 90% de l'eau des ménages s'avère contaminé par E. Coli même si la qualité de l'eau au niveau du point d'eau est bonne. Et certaines maladies (diarrhées) font perdre ces nutriments avant leur assimilation.

Développement du secteur privé/entrepreneuriat social

Au même titre que l'entrepreneuriat agricole fait l'objet d'une grande attention des bailleurs de fonds, il y a des possibilités d'emploi et de développement du secteur privé local dans le domaine de l'eau (assainissement solide et liquide, etc), de l'économie circulaire et de la résilience climatique. Tout comme la digitalisation

de l'agriculture offre des perspectives intéressantes, la digitalisation de l'AEPHA ne doit pas être sous-estimée.

C3 Mobiliser les bailleurs de fonds intéressés par l'Eau

Il est important d'identifier les bailleurs de fonds qui sont actifs et/ou intéressés par le financement du secteur de l'eau au Bénin. Ces bailleurs pourraient être approchés de manière coordonnée par le secteur de l'eau aux Pays-Bas (NWP) avec éventuellement l'appui de l'Ambassade.

C4 Valoriser les possibilités de financement offertes par RVO

Des possibilités de financement sont disponibles auprès de RVO qui pourraient être valorisées pour continuer à être actif au Bénin. Des co-financements pourraient être envisagés avec la Banque Mondiale, l'Agence de Bassin Seine-Normandie, etc.

C5 Eviter une approche tout Sahel

La situation sécuritaire au Sahel est préoccupante. Cela se traduit par des délais dans la mise en œuvre des projets/programmes et donc des budgets qui sont parfois insuffisamment utilisés dans ces pays. Il pourrait donc s'avérer utile d'avoir des projets régionaux (type UNICEF-WCARO), bassins versants transfrontaliers (Benin/Niger/Burkina) qui permettent de déboursier, ailleurs que dans les pays du Sahel Central. Dans ce contexte là il serait utile de faire un plaidoyer au niveau central (DGIS/IGG) pour assurer que certains programmes régionaux permettent de continuer un certain niveau d'activités au Bénin. Par exemple, DGIS finance l'UNICEF (programme WCARO), pourquoi faudrait-il arrêter le financement de l'UNICEF au Bénin ?

C6 Plateforme Eau Benin Pays-Bas

Considérer la création d'une plateforme de coordination NL-Benin pour maintenir un certain niveau de connaissance du secteur de l'eau, utile à l'identification et la mise en œuvre des programmes centraux de RVO (D2B/DRIVE), SDOV, etc et garder le contact avec le secteur. Cela peut s'avérer particulièrement utile compte-tenu de la diminution des ressources humaines Eau à l'Ambassade (1 fte en moins dès août 2020). A noter que le contrat de la KA Eau est jusqu'à août 2021, fin officielle du programme Water OS4. (l'annexe 3 ci-après présente des remarques préliminaires relatives à cette plateforme)

Annexe 3 : Recommandations préliminaires pour la réactivation de la plateforme consultative Technique (PCT) Eau (à finaliser après un certain nombre d'entretiens supplémentaires aux Pays-Bas)

HISTORIQUE

Dans le passé, une Plateforme Consultative Technique (PCT) avait été créée ayant pour but de fédérer et de mettre en contact les acteurs du secteur de l'eau au Benin et aux Pays-Bas. Pour différentes raisons, et en particulier l'arrêt du financement néerlandais dans le domaine de l'eau, les activités de la plateforme ont été interrompues et elle n'a jamais repris du service. Une mission avait été conduite en 2018, pour évaluer les partenariats entre acteurs au Bénin et aux Pays-Bas. Au terme de cette mission, il est apparu qu'il n'y avait pas vraiment de structure coordinatrice du secteur béninois pour l'eau et que la cohésion gagnerait certainement à être renforcée. Un secteur structuré offrirait un point d'entrée pour lier avec le secteur néerlandais.

Aujourd'hui, la situation a changé du fait que le gouvernement néerlandais, tout en se désengageant financièrement du secteur de l'eau, par le biais de l'Ambassade, ne souhaite pas perdre les acquis du passé, ni contrecarrer l'impact de ses actions en cours (programme OmiDelta, Programme D2B Lac Nokoué, etc).

Durant la mission, un certain nombre d'acteurs ont été rencontrés permettant d'évaluer le bien-fondé d'une telle plateforme. Ci-dessous quelques conclusions et recommandations vis à vis de cette plateforme

UNE PLATEFORME AUJOURD'HUI : POURQUOI ?

Une plateforme serait un véhicule utile pour les acteurs du secteur de l'eau au Benin. Globalement, on constate que le secteur de l'eau manque de visibilité. Seules les activités en relation avec l'AEP bénéficient d'un important soutien présidentiel. Le message « AEP pour tous en 2021 » est politiquement une bonne carte, soit 9 ans avant l'atteinte de l'objectif du développement durable (ODD6). Cependant les actions prioritaires pour créer de nouvelles infrastructures AEP, bien que nécessaires font oublier les problèmes de gestion et maintenance des ouvrages existants (en particulier en milieu rural) qui ne sont plus assurés actuellement suite à une déresponsabilisation de fait des communes, sans solution de remplacement (qui ne sera fournie qu'en fin 2020). De plus, les autres sous-secteurs Hygiène et Assainissement et Gestion des Ressources en Eau restent les parents pauvres du secteur de l'Eau. Les acteurs du secteur de l'Eau au Bénin ne se sentent pas écoutés, ni impliqués dans les solutions apportées. Les efforts réalisés dans l'accompagnement de la décentralisation des responsabilités dans l'AEPHA avec l'appui des partenaires techniques et financiers ne peuvent pas être poursuivis.

Une telle plateforme serait utile pour fédérer les acteurs, leur donner une voix, développer une confiance entre eux, accroître leurs connaissances, développer des partenariats, etc. Elle permettrait de passer d'une situation où la concurrence entre organisations est importante à une situation où la collaboration permettrait d'obtenir plus pour tous.

Cette plateforme pourrait s'organiser autour des activités suivantes qui donneraient aux différents membres de la plateforme des raisons d'y adhérer et d'y être actifs :

- **Connaissance des faits**, des données et informations de base sur la situation du secteur de l'eau au Bénin, nécessaires pour savoir de quoi l'on parle et être reconnu comme des experts ;
- **Apprentissage** permettant aux membres de développer leurs connaissances dans le domaine de l'eau (innovation sociale et technique, tendances) dans un contexte de changements climatiques et renforcement des capacités (conférences, ateliers, formation)
- **Coordination** d'actions et initiatives pour promouvoir le secteur de l'Eau au Bénin (plaidoyer/lobby)
- **Partenariats** : Création, Développement et maintenance de partenariats, identification d'initiatives/programmes, recherche de financements, etc (développement de business)

(A compléter sur la base des résultats des discussions prévus le 12 mars, au cours de la plateforme Benin)

UNE PLATEFORME AUJOURD'HUI : COMMENT ?

A l'issue de la mission, la question essentielle est de savoir qui peut s'occuper de cette plateforme pour en assurer la durabilité. Il est donc important que les membres y trouvent leur intérêt et ce faisant contribuent à l'intérêt des autres (« charité bien ordonnée commence par soi-même », étant bien entendu que s'il faut penser à soi avant de s'occuper des autres, il ne faut pas s'arrêter en route !).

Un certain nombre d'acteurs ont un rôle à jouer dans cette perspective. La réalité est que leur niveau de compétences et d'organisation est variable, ce qui nécessite une approche adaptée où chacun contribue en fonction de cela. Les organisations suivantes existent et peuvent jouer un rôle utile dans l'écosystème :

PNE : partenariat National de l'Eau

INE : Institut National de l'Eau

Cadre de Concertation des Acteurs Non-étatiques

ANCB : Association Nationale des Communes du Bénin

Association des jeunes entrepreneurs du Benin (section Eau et Assainissement)
Régional Réseau Afrique de l'Ouest des journalistes Eau et Assainissement

A ce stade il est prématuré de désigner une organisation qui pourrait coordonner les activités de cette plateforme entre les Pays-Bas et le Bénin. Une fois la demande clarifiée (Le pourquoi), les modalités devront être définies et en étudier leur faisabilité (Le comment) y compris le financement.

Actions CFI (Mars/Avril)

- Discussion avec les acteurs néerlandais (privés et publics) intéressés par le Bénin
- Discussion avec des initiatives similaires (type Agri-profocus, PSEau)
- Discussion avec NWP
- Discussion avec ABSN
- Discussion avec RVO et Ambassade

Résultats

Une décision concernant cette plateforme sera prise en juin 2020.